

<https://divergences.be/spip.php?article4441>



Les grèves sociales contre l'ICE et l'autoritarisme.

- Aujourd'hui - 2026 - Février 2026 - Minneapolis, la lutte ! -

Publication date: vendredi 30 janvier 2026

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [Waging-NonViolence](#) Janvier 16, 2026

Les grèves sociales apparaissent comme un moyen de défense contre l'ICE et l'autoritarisme.

Une discussion avec l'historien du travail Jeremy Brecher sur la stratégie, le potentiel et les défis des grèves sociales massives à la suite du meurtre de Renee Good par l'ICE.

Alors que la politique autoritaire se durcit aux États-Unis, les moyens de résistance habituels s'avèrent dangereusement insuffisants. Les élections sont limitées, les tribunaux sont assiégés et la dissidence est de plus en plus réprimée dans les rues. À l'heure actuelle, les questions relatives au pouvoir – qui le détient, comment il est exercé et comment il peut être retiré – ne sont plus abstraites. Elles sont immédiates et pratiques.

https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/55036179139_4c196d3c79_c.jpg-eaf77.webp

Des milliers de personnes ont manifesté contre l'ICE et se sont arrêtées à l'endroit où l'ICE a tué Renee Good le 7 janvier. (Flickr/Fibonacci Blue)

Jeremy Brecher, historien du travail et organisateur de longue date, se penche depuis des décennies sur ces questions. Dans une série de rapports récents, dont le dernier s'intitule « Social Strikes : Can General Strikes, Mass Strikes, and People Power Uprisings Provide a Last Defense Against MAGA Tyranny ? » (Grèves sociales : les grèves générales, les grèves de masse et les soulèvements populaires peuvent-ils constituer une dernière ligne de défense contre la tyrannie de MAGA ?), il soutient que la non-coopération à grande échelle pourrait être l'une des rares stratégies capables de mettre un terme à la dérive autoritaire.

De la résistance croissante à l'ICE à l'appel grandissant en faveur d'une grève générale dans le Minnesota le 23 janvier à la suite du meurtre de Renee Nicole Good, les formes de refus massif – de travailler, de se conformer, de continuer comme si de rien n'était – passent de la théorie à la pratique. S'appuyant sur des exemples historiques de soulèvements populaires et sur ses travaux récents examinant comment se construisent les grèves générales et les « grèves sociales » plus larges, Brecher réfléchit dans cette conversation à la situation actuelle des États-Unis, aux conditions qui rendent de telles actions possibles et aux bases stratégiques nécessaires pour transformer une indignation diffuse en un pouvoir démocratique durable.

Pourriez-vous définir ce que vous entendez par « grèves sociales » ?

La grève sociale est un terme général qui englobe un large éventail d'activités qui utilisent le retrait de la coopération et les perturbations massives pour influencer les gouvernements et les structures sociales. J'utilise le terme « grèves sociales » pour décrire les actions de masse qui exercent un pouvoir en retirant leur coopération et en perturbant le fonctionnement de la société. Les grèves sociales représentent le retrait de la coopération et de l'acquiescement de toute une société, qui se manifeste par exemple par des grèves générales, des grèves politiques et des

soulèvements populaires massifs. L'objectif d'une grève sociale est d'influencer non seulement l'employeur immédiat, mais aussi un régime politique ou une structure sociale. Sous toutes leurs formes variées, elles s'appuient sur la perception fondamentale de Gandhi selon laquelle « même les plus puissants ne peuvent gouverner sans la coopération des gouvernés ».

Pourquoi s'agit-il d'une stratégie gagnante et, comme vous le dites, d'une « défense contre la tyrannie MAGA » ?

Le pouvoir des puissants dépend en fin de compte de l'acquiescement et de la coopération de ceux qu'ils gouvernent. Les grèves sociales ont été un moyen pour les gens d'exercer leur pouvoir de retirer cet acquiescement et cette coopération.

Les grèves sociales offrent une alternative possible lorsque les moyens d'action institutionnels s'avèrent inefficaces. Dans de nombreux pays où les institutions démocratiques ont été tellement affaiblies ou détruites qu'elles sont incapables de mettre fin à la tyrannie, ces méthodes ont été utilisées avec efficacité. Mon rapport sur les grèves sociales relate des exemples qui ont permis de renverser des régimes tyranniques en Pologne, aux Philippines, au Brésil, à Porto Rico et, plus récemment, en Corée du Sud. Ces actions directes non violentes à grande échelle, souvent qualifiées de soulèvements populaires, ont rendu la société ingouvernable et ont conduit à un changement de régime. Dans tous ces cas, la mobilisation populaire et la menace d'une perturbation sociale générale étaient si importantes que les partisans de l'autocrate l'ont abandonné ou se sont retournés contre lui et l'ont contraint à démissionner.

Bien sûr, rien ne garantit que les grèves sociales puissent aboutir aux États-Unis aujourd'hui ou dans toute autre situation. Mais à mesure que la tyrannie du MAGA pousse de plus en plus d'individus, de circonscriptions et d'institutions à s'opposer, son pouvoir est progressivement sapé. L'expérience historique à travers le monde a montré que les grèves sociales sont un moyen puissant de manifester ce retrait de l'acquiescement et le refus de coopérer de la part du peuple.

En effet, des formes généralisées de résistance de masse telles que les boycotts de Tesla et d'autres entreprises, les manifestations nationales de type « No Kings » et la résistance sur le terrain à l'ICE entravent déjà la liberté d'action de l'administration Trump. Les grèves sociales représenteraient une intensification significative de ce que j'ai appelé « l'autodéfense sociale » contre la tyrannie trumpienne. Elles ont le potentiel à la fois d'entraver davantage les déprédations du MAGA et de contester le soutien de la majorité de la population.

Où nous situeriez-vous, à l'heure actuelle, dans la trajectoire de l'autoritarisme croissant que nous connaissons ? Comment cela se compare-t-il à certains des scénarios historiques que vous analysez dans le rapport et qu'est-ce que cela signifie pour notre organisation stratégique ?

Une prise de pouvoir autoritaire est en cours aux États-Unis, avec l'arrestation de leaders politiques de l'opposition comme la députée LaMonica McIver, l'usurpation effrénée du pouvoir exécutif, et la violence physique et les enlèvements illégaux par des agents fédéraux masqués, non identifiés et armés. Le gouvernement protège et défend désormais les agents de l'ICE qui abattent des manifestants de sang-froid. Le président menace désormais d'invoquer la loi sur l'insurrection, qui lui permettrait d'utiliser l'armée pour réprimer une « rébellion », c'est-à-dire toute action menée par ceux qui s'opposent à lui. Son pouvoir étant menacé, il est tout à fait plausible qu'il se tourne vers un coup d'État à grande échelle. Lorsqu'un régime commence à abattre des manifestants non armés dans la rue, c'est un Rubicon.

Bien qu'ils aient beaucoup en commun, chaque régime tyrannique et chaque opposition ont leur propre dynamique.

Le mécontentement croissant de la population et l'émergence d'une opposition au sein de l'élite (pensez à Jerome Powell et aux Clinton) sont susceptibles d'entraîner une répression accrue (pensez à l'Iran aujourd'hui). Les régimes autoritaires sont susceptibles d'utiliser tous les moyens à leur disposition pour détruire l'opposition, comme nous le voyons chaque jour avec l'administration Trump et ses alliés. Une telle répression peut être efficace, mais elle peut aussi provoquer une opposition encore plus forte (pensez à la réaction populaire et à la résistance sur le terrain qui ont suivi le meurtre de Renee Nicole Good par l'ICE). Nous devons nous préparer à une répression accrue, mais aussi garder à l'esprit que le peuple a potentiellement le pouvoir de vaincre la tyrannie.

À la suite du meurtre de Renee Good par un agent de l'ICE dans le Minnesota le 7 janvier et de l'assaut continu des forces fédérales d'immigration contre l'État, une coalition syndicale et communautaire appelle les habitants à refuser de travailler, de faire leurs courses ou d'aller à l'école le 23 janvier. Pourriez-vous commenter cet appel et d'autres appels récents à la grève sociale ?

La situation dans le Minnesota évolue d'heure en heure. L'escalade de la répression, notamment les tirs de plus en plus fréquents sur des civils non armés, l'invasion massive d'agents supplémentaires de l'ICE et la menace de Trump d'invoquer la loi sur l'insurrection, semblent avoir provoqué la colère d'une grande partie de la population de l'État sans pour autant l'intimider au point de la faire capituler. Les réactions massives se succèdent. Les réseaux d'intervention rapide et les groupes de surveillance de l'ICE dans les quartiers, armés de caméras et de sifflets, se multiplient. Un ami de Saint Paul m'a écrit qu'il y avait 1 100 bénévoles anti-ICE d'intervention rapide rien que dans son quartier.

Le 10 janvier, dix mille personnes ont participé à un rassemblement et à une marche « ICE Out of Minnesota » (ICE hors du Minnesota). Le 14 janvier, des milliers d'élèves des collèges et lycées de Saint Paul ont défilé jusqu'au Capitole de l'État ; neuf lycées ont organisé des grèves ; un millier d'élèves ont bloqué l'artère principale de Saint Paul avec une marche de trois kilomètres. Le 18 janvier, les postiers syndiqués se rassembleront pour exiger « ICE Out Of Minnesota ! », puis marcheront jusqu'au lieu où Renee Nicole Good a été assassinée.

La journée de refus de travailler, de faire ses courses ou d'aller à l'école qui est proposée est un parfait exemple de « grève sociale », qui comprend non seulement des arrêts de travail par les travailleurs, mais aussi une myriade d'autres formes de non-coopération par des secteurs importants et très divers de la société. Un large éventail de groupes d'immigrants, religieux, syndicaux, communautaires, de locataires et autres sont profondément impliqués. Les syndicats qui soutiennent déjà cette journée d'action comprennent l'Amalgamated Transit Union Local 1005, le SEIU Local 26, l'UNITE HERE Local 17, le CWA Local 7250 et la St. Paul Federation of Educators Local 28.

Si les habitants du Minnesota se tournent vers cette forme d'action, c'est en raison de la situation particulière à laquelle ils sont confrontés, mais aussi parce que les discussions et les appels à des grèves générales et sociales se multiplient. Dans ce contexte, la « journée de refus » pourrait avoir des répercussions bien au-delà du Minnesota. Dan Troccoli, enseignant et militant syndical, déclare : « En plus de la reconnaissance, nous voulons que d'autres nous imitent. Nous avons besoin que cela se produise dans les rues de toutes les villes. »

Où en sommes-nous aujourd'hui en termes de stratégie et de préparation à des grèves sociales massives, percutantes et durables ?

L'émergence de ce que j'appelle « l'opposition fondée sur les mouvements » a constitué une évolution cruciale ces dernières années. Le Parti démocrate ayant largement échoué à jouer efficacement son rôle de parti d'opposition, une alliance de mouvements sociaux a commencé à jouer le rôle d'une « opposition non électorale » capable de mobiliser les personnes lésées par le mouvement MAGA, d'identifier des intérêts communs, d'unifier leurs programmes et leurs actions, et de formuler des alternatives. L'opposition fondée sur les mouvements est illustrée

par la participation de millions de personnes à des journées d'action telles que Hands Off !, MayDayStrong et No Kings, ainsi que par la résistance civile massive aux raids de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement) à travers le pays.

Les prochaines étapes sont déjà en cours. Le mouvement One Million Rising d'Indivisible, qu'il décrit comme « un effort national visant à former un million de personnes à la logique stratégique et à la pratique de la non-coopération », pourrait être une étape dans la préparation de ceux qui participent déjà à des manifestations de masse en vue de grèves sociales. Les actions futures peuvent progressivement intégrer des éléments de non-coopération et de perturbation qui évoluent vers des grèves sociales et servent de représentations vivantes de leur pouvoir potentiel. Elles peuvent combiner des grèves avec des actions hors du lieu de travail telles que des boycotts, des fermetures commerciales, des piquets de grève de masse, des blocages, des occupations et des actes de désobéissance civile. De telles actions devront constamment rechercher le « juste milieu » entre une perturbation efficace de l'oppression MAGA et l'aliénation de forces qui pourraient autrement être gagnées à notre cause.

Pourriez-vous esquisser une vision et des priorités à moyen et long terme pour l'organisation de nos actions futures ?

J'ai qualifié la lutte globale contre la tyrannie MAGA de « légitime défense sociale », c'est-à-dire la défense de la société par la société contre les forces qui visent à la détruire.

La légitime défense sociale contre un coup d'État MAGA rampant ou galopant a le plus de chances de réussir grâce à une combinaison de méthodes électorales et de grèves sociales. La victoire sur les régimes autoritaires aux Philippines, en Serbie et ailleurs, bien que réalisée dans des circonstances très différentes de celles qui prévalent aujourd'hui aux États-Unis, fournit des exemples de la manière dont ces méthodes peuvent être combinées.

Le calendrier détaillé des grèves sociales ne peut être connu à l'avance. Elles sont susceptibles de naître d'une accumulation progressive, et pas toujours visible, de préjudices et de ressentiment à l'égard de ces préjudices. C'est déjà le cas dans l'Amérique de Trump. Cela pourrait conduire à une série de luttes de plus en plus intenses, éventuellement ponctuées de défaites ou de concessions générant une accalmie temporaire. L'opposition populaire pourrait également s'affaiblir en raison de la répression, des contre-maîtrises du MAGA, d'un sentiment d'inutilité ou d'autres « inconnues inconnues ». Une période d'accalmie apparente accompagnée d'un sentiment croissant de grief pourrait déboucher sur une explosion soudaine de la colère populaire et un soulèvement de masse.

Que ce soit de manière progressive ou rapide, les grèves sociales devront développer la puissance nécessaire pour réduire suffisamment le pouvoir du MAGA afin de mettre fin à son règne, par le biais d'élections, de l'effondrement du soutien politique ou de perturbations sociales.

Résister à la montée de la tyrannie exigera sans aucun doute des sacrifices. Mais ces sacrifices ne seront pas principalement au nom d'un parti politique contre un autre, des démocrates contre les républicains. Il s'agira de défendre la démocratie, c'est-à-dire le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Au-delà de cela, il s'agit de protéger ce qui rend possible notre vie commune sur Terre. Il s'agit de défendre les droits humains de tous, les conditions de notre Terre et son climat qui rendent notre vie possible, le principe constitutionnel selon lequel le gouvernement doit être responsable devant la loi, la coopération mondiale pour assurer un avenir sûr à notre peuple et à notre planète, et notre capacité à vivre ensemble dans nos communautés, notre pays et notre monde. La tyrannie MAGA est une menace pour nous tous en tant que membres de la société. Vaincre l'usurpation du pouvoir par MAGA relève de l'autodéfense sociale.

Les grèves sociales contre l'ICE et l'autoritarisme.

Nous pouvons espérer que les grèves sociales ne seront pas nécessaires pour limiter et finalement mettre fin à la tyrannie MAGA. Atteindre cet objectif par des formes moins radicales d'autodéfense sociale à l'intérieur et à l'extérieur du système électoral serait probablement moins risqué et moins douloureux. Mais si d'autres moyens s'avèrent inefficaces, l'expérience mondiale montre que les grèves sociales peuvent offrir aux populations confrontées à une prise de pouvoir autoritaire un moyen d'établir ou de rétablir la démocratie.

Cette interview est co-publiée par ZNetwork.org et le Labor Network for Sustainability.

Alexandria Shaner

PS:

Alexandria Shaner est navigatrice, écrivaine et organisatrice. Elle fait partie du personnel de ZNetwork.org et milite activement au sein d'Extinction Rebellion, Caracol DSA, Women's Rights & Empowerment Network et RealUtopia.org.